

La SANCTION

d'une POLITIQUE ULTRALIBERALE

Dimanche 6 mai à 20 heures, une majorité de français, dont de nombreux OPA (actifs et retraités), ont lâché un OUF de soulagement !

Malgré les diversions, les compromissions, les appels à la haine avec le recrutement de quelques idéologues dans la mouvance d'extrême droite pour récupérer ces voix, Sarkozy a été battu de belle façon par la gauche.

Ce qui est certain, c'est que le résultat de cette élection présidentielle est d'abord la sanction d'une politique ultralibérale, antisociale et autoritaire. Le rejet d'une politique « bling-bling » au service des riches du pays que la CGT n'a cessé de dénoncer et de combattre au cours de ce trop long mandat.

Le président déchu n'a pas supporté la position prise par la CGT dans le débat de l'élection présidentielle. Selon sa conception, certainement « très libérale », les syndicats ne sont sérieux que s'ils approuvent sans rechigner les accords que le gouvernement et le patronat leur présentent.

Comment la CGT pourrait elle se taire quand durant cinq ans les pires coups ont été portés au monde du travail. Comment ne rien dire quand la situation des salariés s'aggrave au point que notre pays, cinquième puissance du monde, compte huit millions de travailleurs pauvres, près de cinq millions de sans emploi et que la RGPP a fait les ravages que nous connaissons dans la Fonction Publique.

Rappelons nous que l'idéologie affichée par le Medef et qu'a suivi ce président n'était tout autre que le démantèlement des droits sociaux issus du programme du Conseil National de la Résistance : privatisation des services publics, casse de la protection sociale avec la Sécu, les retraites ...

Un dernier acte sur les intentions de ce que la droite nous réservait : lundi matin est paru au journal officiel le décret d'application de la TVA dite sociale. + 1,6 point de TVA soit 19,6 à 21,2 % et une baisse de 13 milliards d'euros de cotisations patronales. Le but affiché : « alléger le coût du travail pour doper la compétitivité des entreprises » !! ou plus concrètement faire payer à la population les cadeaux faits aux patrons.

Et bien sur que si cette droite remportait les législatives, cette nouvelle mesure sera appliquée.

Le président du pouvoir d'achat et attaché à la valeur du travail est bien parti, un président dit de gauche le remplace pour les cinq années à venir. L'aspiration au changement est grande avec celui d'un autre partage des richesses car l'argent existe dans notre pays pour satisfaire les besoins tant en matière de pouvoir d'achat que d'emploi et réduire toutes ces inégalités.

La CGT va poursuivre son intervention et son action pour le progrès social indispensable pour sortir de la crise d'un système économique à bout de souffle.

Notre syndicat national CGT OPA réunira prochainement sa commission exécutive élargie aux délégués de régions et militants des DIR et DIRM les 22 et 23 mai. Une analyse sera bien évidemment portée sur cette nouvelle donne et nous permettra de porter rapidement sur la table de notre prochain ministre tous nos dossiers en instance. Nous ne rêvons pas, l'action sera certainement encore nécessaire.